



Accord de principe sur le plan de restructuration

Juillet 2023

AVERTISSEMENT

- Cette présentation a été préparée par Casino, Guichard-Perrachon ("Casino" ou la "Société") dans le cadre des discussions et des négociations entre la Société et certains de ses créanciers et autres parties prenantes concernant une potentielle restructuration de sa dette financière et des opérations connexes. Elle n'est pas destinée, et ne peut être utilisée, à d'autres fins.
- Cette présentation contient des déclarations prospectives. Ces déclarations prospectives peuvent être identifiées à l'aide de la terminologie prospective, notamment les termes « croire », « s'attendre à », « anticiper », « peut », « présumer », « planifier », « avoir l'intention de », « sera », « devrait », « estimation », « risque » et/ou, dans chaque cas, leur contraire, ou d'autres variantes ou terminologie comparable. Ces déclarations prospectives comprennent tout sujet qui ne porte pas sur des faits historiques et incluent des déclarations relatives aux intentions, aux convictions ou aux attentes actuelles de Casino, notamment en ce qui concerne les résultats d'exploitation, la situation financière, les liquidités, les perspectives, la croissance, les stratégies de Casino et les secteurs dans lesquels Casino opère, en ce compris les éléments principaux des plans présentés dans le présent document. Bien que Casino estime que les principaux éléments de son plan présentés dans cette présentation reposent sur des hypothèses raisonnables formulées à la date de la présente présentation concernant des événements futurs, ces déclarations sont soumises à de nombreux risques et incertitudes.
- De par leur nature, les déclarations prospectives, y compris les éléments principaux du plan, impliquent des risques et des incertitudes car elles concernent des événements et dépendent de circonstances susceptibles de survenir ou non à l'avenir. Ces risques comprennent notamment ceux développés ou identifiés dans les documents publics déposés par Casino auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF), y compris ceux énumérés dans la section « Facteurs de risque » du Document de Référence Universel déposé auprès de l'AMF le 4 avril 2023. Les utilisateurs sont avertis que les déclarations prospectives ne constituent pas des garanties de performances futures et que les résultats d'exploitation, la situation financière et les liquidités réels de Casino ou de l'une de ses sociétés affiliées, ainsi que l'évolution des secteurs dans lesquels elles opèrent, peuvent différer sensiblement de ceux indiqués ou suggérés dans les déclarations prospectives contenues dans cette présentation. En outre, même si les résultats d'exploitation, la situation financière et les liquidités de Casino ou de l'une de ses sociétés affiliées, ainsi que l'évolution des secteurs dans lesquels ils opèrent, sont conformes aux déclarations prospectives contenues dans cette présentation, ces résultats ou évolutions peuvent ne pas être représentatifs des résultats ou évolutions des périodes ultérieures. Les destinataires sont invités à ne pas accorder une confiance excessive à ces déclarations prévisionnelles. La Société n'assume aucune obligation de mettre à jour publiquement ou de réviser toute déclaration ou information prospective.
- Les lecteurs doivent mener leur propre étude et analyse de la Société et en seront seuls responsables. Cette présentation ne contient pas et ne constitue pas une offre, une offre d'achat ou une sollicitation d'une offre d'achat, de vente ou d'investissement dans une quelconque valeur mobilière dans une quelconque juridiction. Ni la Société, ni ses employés ou dirigeants, ne font de déclarations ou ne donnent de garanties, expresses ou implicites, quant à l'exactitude, la pertinence et l'exhaustivité du document ou de toute information ou déclaration prospective contenue dans ce document et la Société n'encourra aucune responsabilité au titre des informations contenues dans ce document ou de toute omission de ce dernier..

INTRODUCTION

- Une procédure de conciliation a été ouverte le 25 mai 2023 au bénéfice de la Société et certaines de ses filiales¹ dans le cadre des discussions en cours avec le groupe TERACTION et le Groupement Les Mousquetaires d'une part, et suite à une proposition faite par EP Global Commerce a.s. ("EPGC") d'autre part
- Les 26 et 28 juin 2023, la Société a annoncé ses principaux objectifs concernant la structure de capital cible, incluant (i) une levée de New Money de 900 M€ sous forme de fonds propres et (ii) la conversion en fonds propres d'au moins toute la dette non sécurisée
- Suite à une offre révisée de EPGC, Fimalac et Attestor (le "Consortium") reçue le 15 juillet 2023 et soutenue initialement par Davidson Kempner, Farallon, Monarch et Sculptor (le "G4"), un accord de principe sur un plan de restructuration a été conclu entre la Société, le Consortium, le G4 et certains autres créanciers
- Cet accord de principe est une étape clé pour la restructuration financière de la Société
 - ▶ Il prévoit une réduction de l'endettement net de 6,1 Mds€ via (i) une injection de 1 200 M€ de New Money sous la forme de fonds propres, dont 925 M€ seront souscrits par le Consortium et 275 M€ seront garantis par un groupe de créanciers (le « Backstop Group ») et (ii) une conversion en fonds propres de 4,9 Mds€ de dette (incluant les TSSDI)
 - Le Backstop Group comprend (i) d'Attestor et du G4 (le « Initial Backstop Group ») ainsi que (ii) d'autres créanciers sécurisés qui se sont engagés à garantir l'augmentation de capital de 275 M€ (parmi d'autres engagements de garantie)
 - ▶ Cet accord de principe permet de répondre aux besoins de liquidité du groupe Casino et donne un cadre de développement viable à long terme de l'activité du groupe Casino et de ses employés, clients et fournisseurs
- Suite à la mise en œuvre du plan de restructuration financière, le Consortium devrait détenir c.53% du capital (avant effet dilutif des BSA)
- La société travaille désormais à la finalisation de la documentation juridique (notamment d'un accord de lock-up) dans la perspective de la mise en œuvre de la restructuration financière. Ce plan sera implémenté dans le cadre d'une procédure de sauvegarde accélérée

PRINCIPES CLÉS DE L'ACCORD DE PRINCIPE

1

New Money

- Apport total de fonds propres en numéraire : 1 200 M€
 - ▶ 925 M€ souscrits par le Consortium
 - ▶ 275 M€ ouverts par ordre de priorité aux créanciers sécurisés (RCF et TLB), aux créanciers non sécurisés, aux porteurs de TSSDI et enfin aux actionnaires ; entièrement garantis par le Backstop Group

2

Conversion de la dette en fonds propres

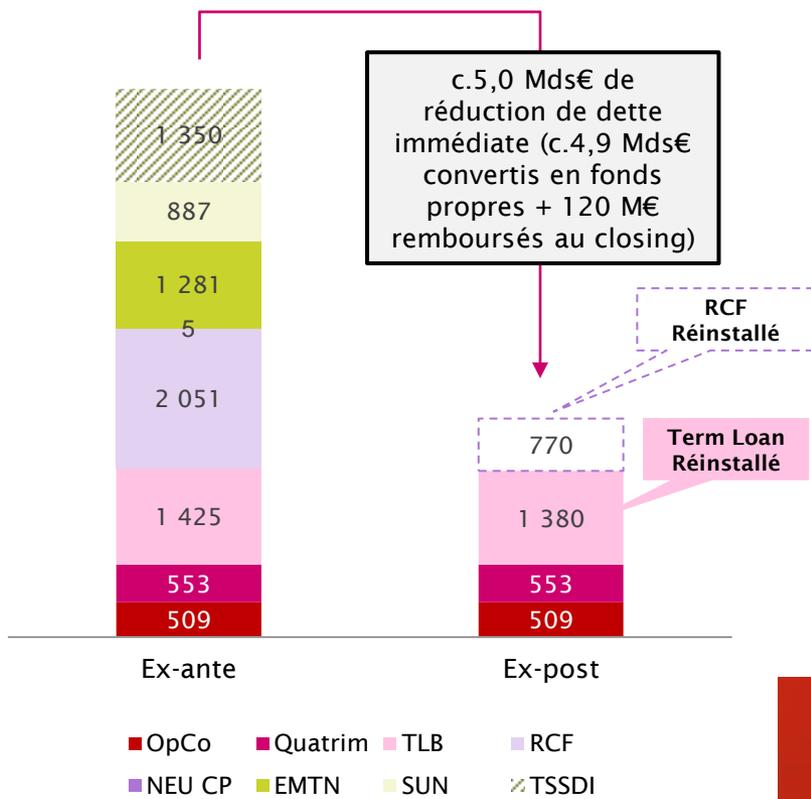
- Conversion en fonds propres de toutes les dettes non sécurisées (y compris le principal et les intérêts différés et courus jusqu'au closing), i.e. 3 523 M€¹
 - ▶ 2 168 M€ d'EMTN et obligations *High Yield*¹
 - ▶ 5 M€ de NEU CP¹
 - ▶ 1 350 M€ de TSSDI¹
- Conversion de 1 326 M€ de dette sécurisée¹ (concerne uniquement les créances TLB et les créances du RCF détenues par les prêteurs du RCF qui ne sont pas des fournisseurs de financements opérationnels) en fonds propres (y compris le principal et les intérêts différés et courus jusqu'au closing²)

3

Traitement de la dette résiduelle

- Les créances résiduelles au titre du RCF et du TLB existants seront réinstallées pour un montant total de 2 150 M€
 - ▶ RCF Réinstallé de 770 M€ (dont les créanciers seront les fournisseurs de financements opérationnels - voir slide 7)
 - ▶ Term Loan Réinstallé de 1 380 M€ (dont les créanciers seront les prêteurs TLB existants et les prêteurs RCF existants qui ne sont pas des fournisseurs de financements opérationnels)
- Obligations émises par Quatrim : discussions en cours devant être finalisées au plus tard lors de la signature de l'accord de lock-up
- Les obligations émises par Monoprix Exploitation (120 M€) seront remboursées au closing
- Les autres lignes confirmées (RCF Monoprix, ligne Bred, ligne LCL et PGE Cdiscount) seront maintenues pour une durée de 2 + 1 ans

Dettes brute¹ pro-forma estimée au 31/12/2023 (M€)



Notes

- 1 Ces chiffres n'incluent que le montant du nominal. Ils n'incluent pas les intérêts différés et courus
- 2 A l'exception des intérêts différés et courus liés au RCF réinstallé qui seront payés au closing

PRINCIPAUX TERMES DES AUGMENTATIONS DE CAPITAL

	Montant	Description
Augmentation de capital réservée du Consortium	<ul style="list-style-type: none"> ■ 925 M€ 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Bénéficiaires : le Consortium ■ Souscription en numéraire uniquement ■ Engagement de lock-up de 4 ans
Augmentations de capital garanties	<ul style="list-style-type: none"> ■ 275 M€ 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Bénéficiaires : les créanciers sécurisés au prorata de leur participation dans la dette sécurisée (la « 1ère augmentation de capital garantie »), puis (à chaque fois dans la limite des montants non souscrits à l'étape précédente, et jusqu'à hauteur de leur prorata) les créanciers non sécurisés (la « 2ème augmentation de capital garantie »), puis les créanciers perpétuels (la « 3ème augmentation de capital garantie »), et enfin tous les actionnaires de la Société par le biais d'une d'augmentation de capital avec maintien du DPS (l'« Augmentation de capital avec maintien du DPS garantie ») ■ Opération garantie par le Backstop Group ■ Souscription en numéraire uniquement, à un prix intégrant une prime de 6% par rapport au prix d'émission de l'augmentation de capital réservée du Consortium ■ Engagement de lock-up de 6 mois
Conversion des dettes sécurisées	<ul style="list-style-type: none"> ■ 1 326 M€¹ 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Bénéficiaires : créanciers sécurisés (RCF et TLB) ■ Souscription par compensation de créances
Conversion des dettes non sécurisées	<ul style="list-style-type: none"> ■ 2 173 M€¹ 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Bénéficiaires : créanciers non sécurisés (EMTN, obligations High Yield, NEU CP) ■ Souscription par compensation de créances
Conversion des TSSDI	<ul style="list-style-type: none"> ■ 1 350 M€¹ 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Bénéficiaires : porteurs de TSSDI ■ Souscription par compensation de créances
BSA #1	<ul style="list-style-type: none"> ■ N.A. 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Bénéficiaires : 50% pour le Consortium; 50% pour le Backstop Group ■ Donne accès à 5% du capital dilué à la date de restructuration, avec une fenêtre d'exercice de 4 ans après le closing ■ Prix d'exercice égal au prix de souscription à l'augmentation de capital garantie, indexé sur un taux de 12%/an
BSA #2	<ul style="list-style-type: none"> ■ N.A. 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Bénéficiaires : 50% pour le Consortium; 50% pour le Initial Backstop Group ■ Donne accès à 1,3% du capital dilué à la date de restructuration, avec une fenêtre d'exercice de 3 mois après le closing ■ Prix d'exercice : paiement en numéraire pour un montant maximum de 50 K€ pour l'ensemble des BSA #2

PRINCIPAUX TERMES DES DETTES RÉINSTALLÉES

	Emprunteur/ Emetteur	Montant ¹	Maturité	Taux d'intérêt	Remboursement anticipé
1 RCF Réinstallé	<ul style="list-style-type: none"> Monoprix 	<ul style="list-style-type: none"> 770 M€ 	<ul style="list-style-type: none"> 4 ans à partir du closing 	<ul style="list-style-type: none"> Euribor (flooré à 0%) + 1,5% en cash pendant les 24 premiers mois, puis Euribor (flooré à 0%) + 2% en cash Marge additionnelle (plafonnée à +2%) : +1% lorsque le Term Loan Réinstallé a été remboursé à +50%; +2% dès la première distribution de dividendes 	<ul style="list-style-type: none"> Covenant holiday de 18 mois Les covenants incluront des tests liés à la liquidité, aux prévisions de trésorerie et au ratio de levier financier net Sûretés partagées avec le TLB, super séniorité du RCF documentée dans l'accord inter-créanciers
2 Term Loan Réinstallé	<ul style="list-style-type: none"> Casino, Guichard-Perrachon S.A. 	<ul style="list-style-type: none"> 1 380 M€ 	<ul style="list-style-type: none"> 3 ans à partir du closing 	<ul style="list-style-type: none"> Taux fixe de 6% pendant les 9 premiers mois, puis taux fixe de 9%, payé cash 	<ul style="list-style-type: none"> Remboursement anticipé au pair à partir des produits nets de toute cession d'actifs non stratégiques, incluant les actifs Latam et Cnova², mais pas les actifs immobiliers donnés en garantie aux porteurs d'obligations Quatrim, le tout sous réserve de la préservation d'une liquidité suffisante pour le groupe Casino
3 Obligations émises par Quatrim	<ul style="list-style-type: none"> Discussions en cours à finaliser d'ici la signature d'un accord de lock-up 				

Notes

1 Principal hors intérêts différés et courus

2 Etant précisé que la cession de Cnova n'est pas envisagée dans le cadre du business plan du Consortium

OPTIONS PROPOSÉES AUX CRÉANCIERS SÉCURISÉS

1

Fournisseurs de financements opérationnels

- Les créanciers sécurisés fournissant des financements opérationnels¹ en date du 24 avril 2023 pourront bénéficier d'un mécanisme « d'élévation » sous réserve (i) qu'ils maintiennent leurs engagements sur ces lignes opérationnelles jusqu'au closing et (ii) qu'ils s'engagent à compter du closing à fournir des financements opérationnels pour un montant total de c.1 178 M€ pour une période de 2 + 1 ans (extension conditionnée au respect des covenants du RCF), étant précisé que la différence entre les besoins de financements opérationnels du Groupe à compter du closing estimés à 1 275 M€ et le montant déjà engagé (c.1 178 M€), sera fournie soit par les créanciers sécurisés qui fournissent déjà des financements opérationnels, soit par d'autres créanciers sécurisés
- Ces créanciers pourront réinstaller leur créances dans le RCF Réinstallé selon un ratio d'élévation de 1,656x (i.e. 1,656€ de financements opérationnels éligibles permettent de réinstaller 1€ de créance dans 1€ du RCF Réinstallé)

2

Créanciers sécurisés participant à la 1^{ère} augmentation de capital garantie au prorata de leur participation & Backstop Group

- Des actions supplémentaires seront émises au profit (i) des créanciers sécurisés participant au prorata de leur participation dans la 1^{ère} augmentation de capital garantie, et (ii) du Backstop Group
- Ces actions supplémentaires donneront droit aux bénéficiaires concernés à une quote part du capital calculée selon le tableau présenté en page 8

3

Créanciers sécurisés ne participant pas à la 1^{ère} augmentation de capital garantie (ou pour une part inférieure à leur prorata)

- Les créanciers sécurisés ne participant pas à la 1^{ère} augmentation de capital garantie (ou pour moins que le prorata de leur participation) recevront 20% d'actions en moins que les créanciers sécurisés participant au prorata de leur participation

4

Créanciers sécurisés voulant céder leurs actions

- Créanciers sécurisés souhaitant céder leurs actions obtenues suite à la conversion en fonds propres de la dette sécurisée
- Ces créanciers sécurisés peuvent choisir de vendre ces actions au Backstop Group (et le Backstop Group s'engage à les acheter) avec une décote de 30%, dans la limite d'un montant global de 275 M€ (duquel sera déduit le montant appelé au titre de la garantie des augmentations de capital garanties) en échange du même montant de Term Loan Réinstallé détenu par le Backstop Group au pair

Note

¹ Inclut les lignes de factoring, de reverse factoring, les découverts, le RCF de Monoprix Exploitation de 130 M€, la ligne de 40 M€ octroyée par Bred à Monoprix Holding, la ligne de 20 M€ octroyée par LCL à DCF et Monoprix Holding et le PGE CDiscount de 60 M€

ANALYSE ILLUSTRATIVE DU TRAITEMENT DES CRÉANCIERS SÉCURISÉS

Conversion des créances sécurisées via les augmentations de capital réservées

En M€		Détenion illustrative de créanciers sécurisés participant au prorata à la 1ère augmentation de capital garantie	
		800 M€	1 200 M€
Créances sécurisées ¹	A	3 476	3 476
- RCF réinstallé	B	770	770
= Créances sécurisées moins RCF réinstallé	C = A - B	2 706	2 706
- TL réinstallé	D	1 380	1 380
= Créances sécurisées résiduelles	E = C - D	1 326	1 326
Valeur induite	F	525	525
Conversion % des créances résiduelles sécurisées en valeur induite	U = F / E	39,6%	39,6%
Prix d'émission par action de l'augmentation de capital garantie (1ère AK Garantie)	T	0,0461	0,0461
Nombre d'actions	G = F / T	11 384,8	11 384,8
Décôte par rapport au prix d'émission de la 1ère AK Garantie	I	(20,0%)	(20,0%)
Valeur induite de la décote	J = - I * F	105,0	105,0
1 Valeur de l'équitisation sécurisée	K = F - J	420,0	420,0
Prix d'émission par action	= T / ((1 + I) * L)	0,1456	0,1456
Nombre d'actions	M = E / L	9 107,8	9 107,8
Détention illustrative de créanciers sécurisés participant au prorata à la 1ère AK Garantie	N	1 200,0	1 200,0
Part des créances sécurisées déduites du RCF réinstallé	O = N / C	44,3%	44,3%
2 Valeur des actions additionnelles pour les créanciers sécurisés participant au prorata à la 1ère AK Garantie	P = O * J	46,6	46,6
Nombre d'actions	Q = P / F * G	1 009,7	1 009,7
3 Valeur des actions additionnelles pour le Backstop Group (actions "libérées")	R = J - P	58,4	58,4
Nombre d'actions	S = G - M - Q	1 267,2	1 267,2

ACTIONNARIAT PRO FORMA INDICATIF

<i>% du capital</i>	Hors exercice des BSA #1	Avec exercice des BSA #1
Actionnaires existants ¹	0,3%	0,3%
Consortium	53,0%	50,4%
Augmentation de capital garantie	14,9%	14,1%
Dette sécurisée convertie en equity	28,4%	27,0%
Dette non sécurisée convertie en equity	1,8%	1,7%
TSSDI convertis en equity	0,4%	0,3%
BSA #2	1,4%	1,3%
BSA #1	-	5,0%
Total	100,0%	100,0%

ÉLÉMENTS ADDITIONNELS

Principales conditions suspensives

- Signature d'un accord de lock-up au plus tard à la fin du mois de septembre et accord sur la documentation long-form
- Etablissement d'un rapport d'expertise indépendante
- Autorisations en matière de contrôle des fusions et des investissements étrangers en France
- Dérogation par l'AMF à l'obligation de dépôt d'une offre publique
- Approbation du plan de sauvegarde accélérée par le Tribunal de Commerce de Paris

Engagements du groupe Casino

- Pas de mise en œuvre des opérations suivantes sans l'accord préalable du Consortium (y compris dans la documentation long-form) : cession au sein du périmètre distribution France et/ou de Cnova, Cdiscount et/ou GreenYellow, cession de titres GPA et/ou Exito (autres qu'en cash et pour un prix de cession en cash au moins égal au VWAP à la date de l'offre ou au prix de marché avec une décote de 5%), nouvel endettement significatif (sauf financement du BFR et des pertes opérationnelles sous certaines conditions), conventions réglementées, entrée de Casino en procédure collective, partenariats commerciaux (autres que les partenariats annoncés avec ITM et Prosol), garanties et engagements financiers
- Casino continuera de détenir 98% des actions et droits de vote dans Cnova à la réalisation de la restructuration
- Casino détient des participations directes et indirectes ne déclenchant pas d'offre publique en Colombie au résultat de la restructuration

CALENDRIER INDICATIF ENVISAGÉ

**Septembre
2023**

- Signature des accords de lock-up et mise en œuvre détaillée des term sheets

Octobre 2023

- Ouverture de procédures de sauvegarde accélérée

**Fin octobre /
début
novembre 2023**

- Constitution des classes de parties affectées

**Mi décembre
2023**

- Vote des classes de créanciers sur les plans de sauvegarde accélérée proposés

Mi janvier 2024

- Approbation des plans de sauvegarde accélérée par le Tribunal de Commerce compétent

T1 2024

- Closing

1

Révision de la prévision 2023

2

Business plan du Consortium

3

Éléments additionnels



1. RÉVISION DE LA PRÉVISION 2023

INTRODUCTION

- **Compte tenu des dernières évolutions, les chiffres 2023P du *Business Plan* communiqué le 26 juin 2023 ne sont plus d'actualité**
- **Le Management a réalisé un exercice de re-prévision de l'année 2023 qui est présenté ci-après**

PÉRIMÈTRE FRANÇAIS CONSOLIDÉ INCLUANT CDISCOUNT

CHIFFRE D'AFFAIRES NET, EBITDA ET FREE CASH FLOW 2023RF

En M€	2023P	2023RF	Var.
Chiffre d'affaires HM/SM	5 765	5 673	(92)
Chiffre d'affaires Proximité	1 670	1 510	(160)
Chiffre d'affaires Monoprix	4 467	4 454	(13)
Chiffre d'affaires Franprix	1 594	1 549	(45)
Chiffre d'affaires Cdiscount	1 360	1 360	0
Chiffre d'affaires autres activités	448	377	(71)
Chiffre d'affaires	15 304	14 923	(381)
EBITDA HM/SM	(186)	(331)	(145)
EBITDA Proximité	65	34	(31)
EBITDA Monoprix	241	225	(16)
EBITDA Franprix	121	110	(11)
EBITDA Cdiscount	60	48	(12)
EBITDA autres activités	138	128	(10)
EBITDA pré-IFRS 16	439	214	(225)
<i>Marge (%)</i>	<i>2.9%</i>	<i>1.4%</i>	<i>(1.5)ppt</i>
(-) Eléments non récurrents et autres éléments	(454)	(491)	(37)
Flux de trésorerie d'exploitation après loyers	(15)	(277)	(262)
(-) CVAE/IS	(23)	(23)	-
(-) Investissements nets	(354)	(418)	(64)
Free cash flow avant variation du BFR	(391)	(718)	(327)
(-) Variation du BFR	(739)	(1,078)	(339)
Free cash flow avant plan de cession	(1 129)	(1 795)	(666)
(+) Cession d'actifs	1 035	1 106	71
(+) Autres incl. activités abandonnées	(193)	(193)	-
Free cash flow après plan de cession	(287)	(882)	(595)

Note

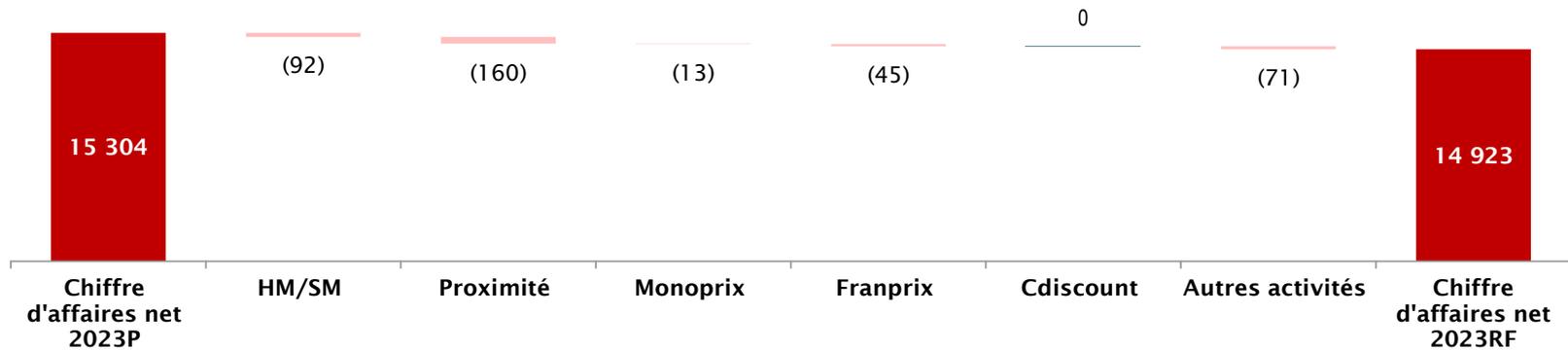
Chiffres excluant la cession à l'ITM pour 2023P, inclus dans 2023RF; L'impact de la cession à l'ITM devrait s'élever à (208) M€ sur le chiffre d'affaires et à (7) M€ sur l'EBITDA

Strictement confidentiel

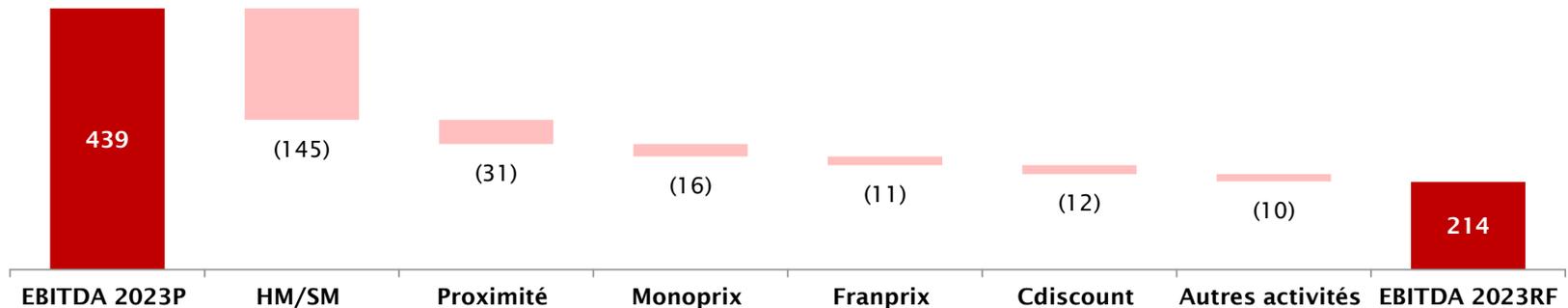
PÉRIMÈTRE FRANÇAIS CONSOLIDÉ INCLUANT CDISCOUNT

PERFORMANCE 2023RF PRINCIPALEMENT IMPACTÉE PAR CASINO FRANCE

Bridge de chiffre d'affaires net avant élimination des intercos par division - 2023P vs 2023 RF



Bridge d'EBITDA par division - 2023P vs 2023 RF



Note

Chiffres excluant la cession à l'ITM pour 2023P, inclus dans 2023RF; L'impact de la cession à l'ITM devrait s'élever à (208) M€ sur le chiffre d'affaires et à (7) M€ sur l'EBITDA

POSITION DE LIQUIDITÉ ESTIMÉE AU 31/12/2023



Notes

- Sensibilités opérationnelles basées sur le travail d'Accuracy à partir des prévisions de trésorerie des business units
- Inclut 192 M€ constitués entre début mai et le 30 juin 2023 (66 M€ en mai et 126 M€ en juin)

PROJECTION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT AU 31/12/2023

En M€	2022A	2023P	2023RF	Var. 22A - 23RF
Créances	953	994	944	(9)
Dettes	(2 306)	(2 060)	(1 933)	373
Stocks	1 563	1 357	1 365	(198)
Fonds de roulement opérationnel	210	291	376	166
Fonds de roulement non opérationnel	(689)	(677)	(639)	50
BFR hors financement	(479)	(386)	(263)	216
Financement du fonds de roulement	(1 617)	(996)	(780)	837
BFR	(2 096)	(1 382)	(1 043)	1,053
Holdings	(84)	(59)	(59)	25
IGC	(98)	(98)	(98)	-
BFR y c. financement	(2 278)	(1 539)	(1 200)	1,078

- **Augmentation du besoin de fonds de roulement principalement due à une réduction supplémentaire de (216) M€ du financement du besoin de fonds de roulement par rapport à 2023P**
 - ▶ Impact de la réduction des délais fournisseurs à (194) M€
 - ▶ Impact de la perte de l'affacturage en raison de conditions plus restrictives à (31) M€
 - ▶ A des fins d'optimisation, le Management n'envisage plus de mettre en place le compte courant Distridyn en fin d'année

DISTRIBUTION CASINO FRANCE (DCF)

REPRÉVISION 2023



En M€	2023P	2023RF	Var.
Chiffre d'affaires net HM	2 539	2 470	(69)
Chiffre d'affaires net SM	3 226	3 203	(23)
Chiffre d'affaires net Proximité	1 670	1 510	(160)
Chiffre d'affaires net DCF	7 435	7 182	(253)
EBITDA HM/SM	(186)	(331)	(145)
EBITDA Proximité	65	34	(31)
EBITDA DCF pré-IFRS 16	(121)	(297)	(176)
<i>Marge (%)</i>	<i>(1.6)%</i>	<i>(4.1)%</i>	<i>(2.4)ppt</i>
Éléments non récurrents et autres éléments	(195)	(254)	(59)
Flux de trésorerie d'exploitation après loyers	(316)	(551)	(235)
Variation du BFR	(285)	(502)	(217)
CVAE/IS	(7)	(7)	-
Investissements nets	(128)	(182)	(54)
Free cash flow	(735)	(1,242)	(507)

- **La baisse des ventes s'explique par le redressement progressif de HM/SM et la révision de la croissance des ouvertures de magasins de proximité**
 - ▶ Rebond des ventes plus lent que prévu pour HM/SM, compte tenu des performances actuelles en matière de trafic
 - ▶ Performance des commerces de proximité affectée par un nombre d'ouvertures moins élevé que prévu au premier semestre 2023, en raison d'une baisse des demandes
- **Marge de distribution HM/SM plus faible (27,5% contre environ 28%) en raison d'un retard dans les initiatives d'amélioration des marges**
- **Retard dans le plan d'économies de DCF en S1 en raison d'un démarrage plus lent et de négociations plus longues**

Note

Chiffres excluant la cession à l'ITM pour 2023P, inclus dans 2023RF; L'impact de la cession à l'ITM devrait s'élever à (208) M€ sur le chiffre d'affaires et à (7) M€ sur l'EBITDA

Strictement confidentiel

En M€	2023P	2023RF	Var.
Chiffre d'affaires net	4 467	4 454	(13)
EBITDA pré-IFRS 16	241	225	(16)
<i>Marge (%)</i>	5.4%	5.1%	(0.3)ppt
Éléments non récurrents et autres éléments	(79)	(79)	-
Flux de trésorerie d'exploitation après loyers	162	146	(16)
Variation du BFR	(125)	(190)	(65)
CVAE/IS	(6)	(6)	-
Investissements nets	(90)	(90)	-
Free cash flow	(59)	(140)	(81)

- Révision à la baisse des volumes de ventes de la saison estivale pour le segment alimentaire
- Taux de marge plus faible pour maintenir un positionnement prix attractif sur certains produits
- Révision à la baisse des prévisions de démarque, car les résultats du plan d'action contre la démarque prendront effet plus tard qu'initialement prévu
- Impacts négatifs partiellement compensés par les plans d'atténuation en cours (opérations immobilières et renégociations de loyers, économies liées à la logistique, améliorations des marges non alimentaires et diverses initiatives de réduction des Opex)

En M€	2023P	2023RF	Var.
Chiffre d'affaires net	1 594	1 549	(45)
EBITDA pré-IFRS 16	121	110	(11)
<i>Marge (%)</i>	<i>7.6%</i>	<i>7.1%</i>	<i>(0.5)ppt</i>
Éléments non récurrents et autres éléments	(22)	(27)	(5)
Flux de trésorerie d'exploitation après loyers	99	83	(16)
Variation du BFR	(93)	(131)	(38)
CVAE/IS	(3)	(3)	-
Investissements nets	(48)	(58)	(10)
Free cash flow	(46)	(109)	(63)

- Réduction des ventes à périmètre constant en raison de facteurs externes et de retards dans le plan d'expansion
- EBITDA impacté par une moindre répercussion de l'inflation attendue au cours de l'année afin de stabiliser le positionnement des prix, combinée à des pénalités d'approvisionnement résultant d'une négociation plus stricte des pénalités logistiques facturées aux fournisseurs

En M€	2023P	2023RF	Var.
Chiffre d'affaires net	1 360	1 360	0
EBITDA pré-IFRS 16	60	48	(12)
<i>Marge (%)</i>	4.4%	3.6%	(0.8)ppt
Éléments non récurrents et autres éléments	(25)	(13)	12
Flux de trésorerie d'exploitation après loyers	35	36	1
Variation du BFR	(104)	(124)	(20)
CVAE/IS	(3)	(3)	-
Investissements nets	(56)	(56)	-
<i>dont Octopia</i>	(16)	(16)	-
Free cash flow	(128)	(147)	(19)
GMV (Gross Merchandise Volume)	2 464	2 400	(64)
Share of market place	60.8%	60.8%	

- Pas d'aléas ni de risques spécifiques identifiés pour Cdiscount
- Chiffre d'affaires net réestimé aligné sur les projections du Management
- Par prudence, l'EBITDA prévisionnel a été revu à la baisse de 48 M€ pour refléter une potentielle reclassification comptable des coûts de déstockage et de transformation

AUTRES ACTIVITÉS REPRÉVISION 2023

En M€	2023P	2023RF
AMC	87	87
ICG et autres actifs immobiliers	27	27
Holding et autres	24	14
EBITDA autres activités	138	128

- Baisse de performance due à des coûts plus élevés que prévu



2. BUSINESS PLAN DU CONSORTIUM

PRÉSENTATION DU PLAN STRATÉGIQUE DU CONSORTIUM POUR LE PÉRIMÈTRE FRANCE

1 Principales hypothèses

- Business plan réalisé sur la base du **business plan de la société** et des **analyses de sensibilité** réalisées par Accuracy, Advancy et PWC (avant révision de la prévision 2023)
- Périmètre identique, excluant la cession annoncée des magasins à ITM

2 Leviers clés

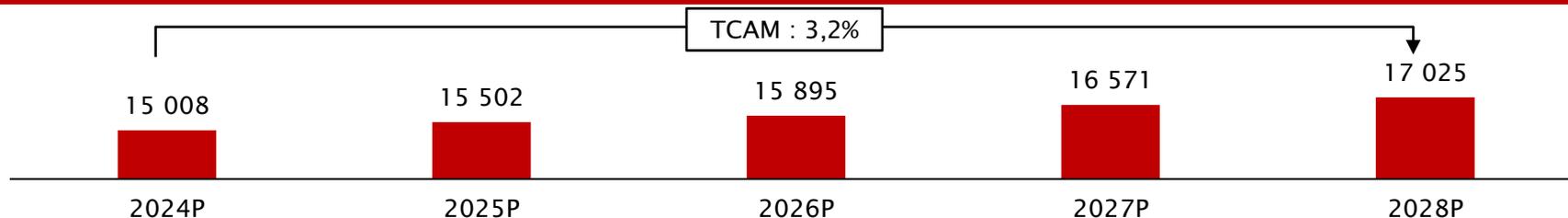
- Adopter un **positionnement prix EDLP¹** et s'y tenir sur le long terme, en ligne avec la compétition et en s'adaptant aux différences territoriales
- Investir massivement dans la **rénovation des magasins et l'emploi afin d'améliorer la qualité du service**
- Augmenter les **dépenses en marketing**
- **Améliorer l'assortiment de produits frais** à travers l'ensemble des enseignes, notamment via des partenariats/ en concession avec des leaders de leur métier
- **Refonte de concepts** (par exemple Franprix) et **test de nouveaux concepts** (par exemple Cash and Carry)
- Développer l'**offre MDD²** pour accroître l'attractivité et la singularité des enseignes en capitalisant sur les forces du groupe (par exemple l'offre textile de Monoprix)
- **Relancer l'expansion** de manière sélective et principalement via la **franchise**, en accélérant la **conversion en franchise des magasins en propre lorsque cela est possible**
- **Accélérer la transition de Cdiscount vers un modèle *marketplace***

Notes

1. Every Day Low Price
2. Marques de distributeurs

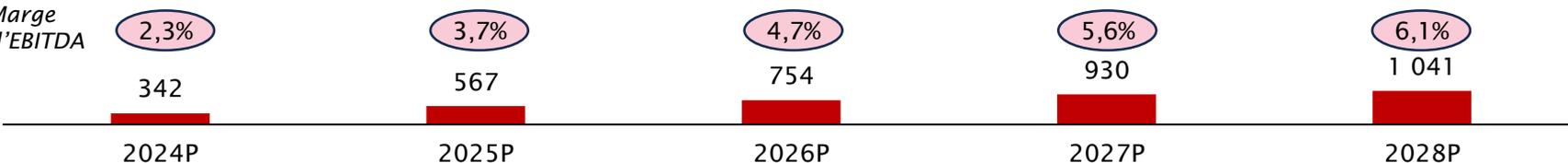
PRÉSENTATION DU BUSINESS PLAN DU CONSORTIUM (2024-2028)

Chiffre d'affaires (en M€)



EBITDA (en M€)

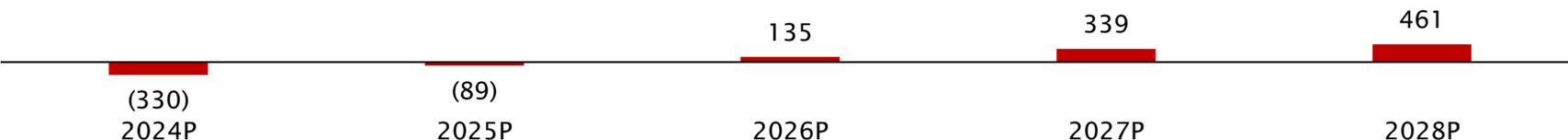
Marge d'EBITDA



Dépenses d'investissement nets (en M€)



Flux de trésorerie opérationnels¹ (en M€)



GROUPE
Casino
NOURRIR UN MONDE
DE DIVERSITÉ



3. ÉLÉMENTS ADDITIONNELS

RÉVISION DU PLAN DE CESSION DES ACTIFS IMMOBILIERS

Plan initial de cession d'actifs immobiliers

En M€	S2 2023	2024	2025	2026	2027	2028
Agate	-	200	-	-	-	-
Autres actifs	-	54	-	-	-	-
Total	-	254	-	-	-	-
Cumulé	-	254	254	254	254	254

Plan révisé de cession d'actifs immobiliers

En M€	S2 2023	2024	2025	2026	2027	2028
Agate	-	130	-	-	-	-
Gozo	60	30	40	-	-	-
Projets de Développement	2	1	8	17	20	10
Autres actifs	-	46	26	62	55	62
Total	61	207	73	79	75	72
Cumulé	61	268	341	420	495	567

+313 M€

+60 M€ au S2 2023 grâce à la transaction ITM

■ Le plan révisé de cession d'actifs comprend notamment

- ▶ **Agate** : cession-bail de **13 magasins** pour un montant total de **130 M€** contre 22 magasins dans le plan initial (pour 200 M€) :
 - ▶ 8 actifs inclus dans le plan Gozo (d'une valeur totale d'environ 60 M€ et positionnés au S2 2023)
 - ▶ 1 actif (pour un montant de 10 M€) a été exclu du périmètre à la suite d'une due-diligence et sera vendu séparément par la suite
- ▶ **Gozo** : *Asset Deal* en cours avec ITM pour 78 actifs, dont 29 HM/SM
 - 37 ont reçu une offre non engageante à ce jour
- ▶ Le plan de cession de immobilier prévoit d'autres opportunités de création de valeur à partir du développement et de la gestion du foncier au sein du portefeuille qui sont destinés à être vendus à partir de 2025
- ▶ Les actifs restants (y compris les centres commerciaux, les Moyennes Surfaces, les parkings (y compris le réaménagement des stations de recharge) et les zones de stockage) seront vendus à partir de 2024

■ La transaction ITM (Gozo) accélère les cessions prévues à l'origine pour 2024

VALEUR DU PORTEFEUILLE D'ACTIFS IMMOBILIER D'IGC AU 31/12/2022

Au 31/12/2022 (en M€) ¹	Valeur (incl. taxes de transfert)	En % de la valeur totale
Hypermarchés	221	25%
Supermarchés	188	21%
Magasins de proximité	12	1%
Magasins	421	48%
Parking	186	21%
Centres commerciaux	82	9%
Stations- service	70	8%
Terrains	68	8%
Autres	49	6%
Autres	455	52%
Total IGC	876²	100%

Notes

- Valeur de marché à décembre 2022, la majeure partie de la valorisation a été effectuée par des sociétés externes de conseil en immobilier
- 803 M€ sont inclus dans le périmètre d'IGC Quatrim et 73 M€ dans le reste d'IGC